Le Québec mobilisé contre la pauvreté

PROFIL STATISTIQUE RÉGIONAL

LA RÉGION DE LA MAURICIE

Avril 2011

Québec

Publication réalisée par la
Direction générale adjointe des politiques et de la prospective

Compilation statistique, analyse et rédaction
Équipes de la Direction des politiques de sécurité du revenu et
de la Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,

avec la contribution d'Emploi Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux

Secrétariat
Dany Garneau

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone : 418 643-1412
Télécopieur : 418 644-1299

La reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée
à la condition que la source soit mentionnée.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux 4

Liste des graphiques 4

Présentation 5

Chapitre 1 - Contexte général 6

1.1 Forces et contraintes 6

1.2 Démographie 6

1.3 Éducation et formation 7

1.4 Revenu personnel disponible 9

1.5 Principaux indicateurs du marché du travail 9

1.6 Clientèles particulières 11

1.7 Structure industrielle 12

Chapitre 2 – Indicateurs relatifs à la pauvreté 13

2.1 Faible revenu 13

2.2 Autres indicateurs relatifs à la pauvreté 14

2.3 Évolution de la clientèle prestataire des programmes d'assistance sociale 15

2.4 Logement 18

2.5 Profil de santé et de bien-être 18

Références utiles 19

Annexes 20

1.1 Faible revenu selon les régions 20

1.2 Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté régionale 21

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Données démographiques 7

Tableau 2 – Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 8

Tableau 3 – Répartition de la population de 15 ans et plus en emploi selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 8

Tableau 4 – Taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 8

Tableau 5 – Revenu personnel disponible par habitant (dollars de 2007) et variation en pourcentage, région et ensemble du Québec, 1997-2007 9

Tableau 6 – Principaux indicateurs du marché du travail pour la Mauricie et le Québec 10

Tableau 7 – Structure industrielle selon l'emploi, 2007 13

Tableau 8 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, Mauricie et ensemble du Québec, 1997-2007 14

Tableau 9 – Indicateurs relatifs à la pauvreté, année la plus récente, région et ensemble du Québec 14

Tableau 10 – Évolution du nombre de ménages et des nombres et taux d'adultes, d'enfants et du total des programmes d'assistance sociale, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009 15

Tableau 11 – Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le sexe et le programme, population de 18 à 64 ans, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009 16

Tableau 12 – Aide à l'habitation sociale, ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Mauricie et ensemble du Québec 18

Tableau 13 – Amélioration de l'habitat, ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Mauricie et ensemble du Québec, 2003-2009[1] 18

Tableau 14 – Taux d'effort des ménages privés selon le mode d'occupation, 2006 18

Tableau 15– Taux de faible revenu selon la mesure de faible revenu (MFR), personnes, régions administratives et ensemble du Québec, 1997-2007 20

Tableau 16– Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté, comparaisons interrégionales, année la plus récente, Québec 23

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 – Évolution du nombre de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, Mauricie, mars 2000 à mars 2009 17

Graphique 2 – Évolution des taux de personnes, enfants et adultes, prestataires des programmes d'assistance sociale, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009 17

Graphique 3 – Évolution des taux d'assistance sociale selon le sexe, population de 18 à 64 ans, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009 17

Graphique 4 – Variation du taux de faible revenu des personnes selon la Mesure de faible revenu (MFR) par région administrative entre 1997 et 2007 (point de pourcentage) 21

Présentation

En vue de l'élaboration du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a décidé de consulter, à la suite du Rendez-vous national du 15 juin dernier, les acteurs locaux et régionaux concernés dans chacune des régions administratives du Québec. Pour appuyer la tenue de cette consultation dans votre région, nous avons réuni dans le présent recueil des statistiques portant sur les principales caractéristiques socio-économiques ainsi que les principaux indicateurs relatifs à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Le document comporte donc deux chapitres. Le premier présente le contexte général de la région sur la base de statistiques touchant successivement la démographie, l'éducation, le revenu, le marché du travail ainsi que la structure industrielle. Le deuxième s'attache plus spécialement aux indicateurs relatifs à la pauvreté, notamment le taux de faible revenu, l'évolution du nombre et du taux de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, ainsi qu'aux données sur le nombre de ménages recevant une aide grâce aux différents programmes administrés par la Société d'habitation du Québec. Enfin, on trouvera en annexe des statistiques destinées à faire voir, d'un coup d'œil, divers aspects de la pauvreté dans toutes les régions du Québec.

Il importe aussi de signaler que ce portrait statistique sommaire ne prétend d'aucune façon à l'exhaustivité. Il a été conçu dans le but de donner accès rapidement et facilement à des renseignements fiables qui pourront être utiles pour alimenter la réflexion et susciter des échanges.

CHAPITRE 1 - CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1 FORCES ET CONTRAINTES

La Mauricie se distingue principalement des autres régions du Québec par des forces et des contraintes particulières. Ainsi, elle :

- s'appuie sur une structure économique solide et diversifiée, traditionnellement basée sur de grandes industries manufacturières;
- compte aujourd'hui une multitude d'entreprises dynamiques, innovantes et productives;
- tire parti, depuis dix ans, d'une réduction constante de son taux de chômage;
- se situe stratégiquement entre les deux grands pôles urbains de Montréal et de Québec;
- déploie un réseau varié de moyens de transport, notamment pour le transit des marchandises : des installations portuaires et aéroportuaires, des chemins de fer et des infrastructures routières de qualité;
- profite d'un coût de la vie parmi les plus bas au Québec;
- possède un excellent réseau d'établissements d'enseignement, offrant plusieurs options professionnelles et techniques spécialisées qui répondent aux besoins des entreprises;
- dispose de plusieurs instituts de recherche créatifs, renommés et liés aux industries;
- arrive au deuxième rang pour le taux (88 %) de rétention des personnes immigrantes au Québec;
- compte des ressources externes nombreuses et complémentaires en matière de développement de l'employabilité au service de clientèles souvent éloignées du marché du travail;
- présente le plus haut taux de longévité (60 %) de ses coopératives après dix ans d'existence;
- est l'une des régions du Québec où le vieillissement de la population est le plus prononcé;
- affiche un taux de natalité inférieur (8,6 pour 1000 habitants) à celui du Québec (10,9);
- enregistre, en 2008, le deuxième taux d'activité le plus bas de la province, soit 58,4 %, d'après les plus récentes données de l'*Enquête sur la population active* (EPA);
- présente aussi, selon la même source, l'un des plus bas taux d'emploi de la province, soit 54,9 %. Toutefois, il est à noter que les MRC de Trois-Rivières, de Maskinongé et des Chenaux se démarquent par des taux d'emploi et d'activité plus élevés qu'au Québec;
- se révèle l'une des régions où la proportion de la demande totale de main-d'œuvre provenant du remplacement (décès et retraites) est la plus élevée (85 %);
- montre l'un des plus hauts taux de prestataires des programmes de l'assistance sociale (10,8 %) par rapport à sa population des personnes âgées de 18 à 64 ans;
- affiche, d'après les données de l'ISQ du mois d'août 2008, l'un des plus bas revenus par habitant (28 926 $ comparativement à 32 387 $ pour le Québec).

1.2 DÉMOGRAPHIE

La Mauricie arrive au onzième rang des 17 régions administratives du Québec en ce qui concerne la population. En 2008, on y recense 262 152 habitants, soit 3,4 % de la population québécoise.

De 1971 à 2001, la population de la région a augmenté moins rapidement que celle de l'ensemble du Québec (6,4 % par rapport à 22,7 %). Les perspectives pour la période 2006-2016 indiquent que la population y augmenterait moins rapidement que dans l'ensemble du Québec (2,8 % comparativement à 7,9 %).

En 2007, la structure de la population par grands groupes d'âge indique que la proportion de 0-14 ans dans la région (13,7 %) est inférieure à celle du Québec (16 %), alors que celle des 65 ans et plus est supérieure de 3,8 points de pourcentage. Selon l'Institut de la statistique du Québec[1], la région était celle qui comptait la plus grande proportion d'aînés et d'aînées en 2006, soit 18 %; ce chiffre devrait passer à 33 % (non illustré) en 2031, alors que la moitié de sa population aura au moins 51 ans.

1. Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, Édition 2009.

Cette structure devrait maintenir la Mauricie parmi les régions affichant les plus faibles indices de remplacement de la main-d'œuvre. D'ailleurs, comme la grande majorité des régions (les exceptions étant la Capitale-Nationale, Montréal, le Nord-du-Québec, l'Outaouais et Laval), son indice de remplacement se situe en deçà du « seuil un pour un », soit 84,3, alors qu'il s'élevait à 110,8 en 1997.

Tableau 1 – Données démographiques

	Mauricie	Ensemble du Québec
Population (2008)	262 152	7 750 504
Poids démographique	3,4 %	-
Rang sur 17 régions	11	-
Variation 1971-2001	6,4 %	22,7 %
Variation 2006-2016	2,8 %	7,9 %
Distribution par groupe d'âge (2007)		
0-14	13,7 %	16,0 %
15-29	18,2 %	19,6 %
30-64	49,9 %	50,0 %
65 et +	18,2 %	14,4 %
Espérance de vie (H) 2003-2005	76,5	77,4
Espérance de vie (F) 2003-2005	82,2	82,6
Rapport de dépendance démographique[1] (2007)	60,9	57,9
Indice de remplacement[2] (2007)	84,3	105,7

Source : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec. Compilations MESS.

1. Le rapport de dépendance démographique s'obtient en divisant la somme des 0-19 ans et des 65 ans et plus par les 20-64 ans. Le résultat est ensuite multiplié par 100.
2. L'indice de remplacement correspond au rapport des 20-29 ans sur les 55-64 ans, multiplié par 100. Cet indice mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à quitter le marché du travail est remplacée par une personne plus jeune.

Note : Pour le rapport de dépendance démographique comme pour l'indice de remplacement, les données de 2007 sont des données provisoires.

1.3 ÉDUCATION ET FORMATION

À l'instar de l'ensemble de la population du Québec, celle de la Mauricie est de plus en plus scolarisée. Entre 1998 et 2008, on constate que la proportion de titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires ou universitaires a progressé, tandis que celle qui n'a aucun diplôme a diminué. Ce sont les diplômés et diplômées d'écoles des métiers et de cégeps et les titulaires d'un certificat universitaire qui ont vu leur poids relatif augmenter le plus dans cette région au cours de cette période (5,8 points de pourcentage contre 5 pour l'ensemble du Québec). Malgré une présence accrue sur le marché du travail, on remarque que le pourcentage des personnes ayant un grade universitaire est comparativement moins élevé en Mauricie que dans l'ensemble du Québec.

En ce qui concerne le décrochage au secondaire, les statistiques de 2007-2008 sur le taux de diplomation, sept ans après l'entrée au secondaire, montrent que la région se situe dans la moyenne du Québec à cet égard. Bien qu'il reste encore des avancées à faire en la matière, on note que 70,5 % des jeunes de la région ont obtenu leur diplôme d'études secondaires comparativement à 70,9 % pour l'ensemble du Québec[2].

Par ailleurs, le niveau de scolarité plus élevé de la population de la Mauricie s'est reflété sur le marché du travail par une proportion accrue de personnes en emploi ayant un diplôme d'études postsecondaires en 2008. En effet, les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires ont vu leur poids relatif augmenter de 7,4 points de pourcentage entre 1998 et 2008. En 2008, ils et elles occupaient plus de 50 % des emplois dans cette région, ce qui est supérieur à ce qu'on observe pour l'ensemble du Québec. Cependant, on remarque que la proportion des personnes en emploi ayant un diplôme d'études universitaires a légèrement reculé au cours de cette décennie.

2. Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Pour terminer, il convient de noter que le taux de chômage de la population de la Mauricie a diminué pour l'ensemble des niveaux de scolarité sur lesquels nous disposons de données. Avec un taux de chômage de 6,6 %, ce sont les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires qui chômaient le moins en 2008. Enfin, bien que le taux de chômage pour l'ensemble des niveaux de scolarité ait diminué davantage en Mauricie que dans l'ensemble du Québec, il demeurait plus élevé en 2008 que celui de la province, et ce, pour tous les niveaux d'instruction.

Tableau 2 – Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Mauricie			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p)	1998	2008	Variation (p. p)
Sans grade, certificat ou diplôme	36,3%	29,4%	-6,9	35,9 %	26,4 %	-9,5
Études secondaires terminées	13,5%	11,9%	-1,5	14,9 %	15,1 %	0,2
Études postsecondaires partielles	6,4%	7,4%	1,1	6,2 %	6,3 %	0,2
Diplôme d'études postsecondaires[1]	34,3%	40,0%	5,8	29,5 %	34,5 %	5,0
Grade universitaire	9,5%	11,2%	1,7	13,5 %	17,7 %	4,2
Total	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	-

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*[3].

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

Tableau 3 – Répartition de la population de 15 ans et plus en emploi selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Mauricie			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p)	1998	2008	Variation (p. p)
Sans grade, certificat ou diplôme	18,9%	13,5%	-5,4	21,0 %	14,9 %	-6,1
Études secondaires terminées	15,4%	12,9%	-2,4	16,2 %	15,2 %	-1,0
Études postsecondaires partielles	6,8%	8,3%	1,5	6,7 %	7,0 %	0,3
Diplôme d'études postsecondaires[1]	44,3%	51,8%	7,4	36,8 %	41,1 %	4,3
Grade universitaire	14,7%	13,5%	-1,3	19,3 %	21,7 %	2,4
Total	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	-

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

Tableau 4 – Taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Mauricie			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p)	1998	2008	Variation (p. p)
Sans grade, certificat ou diplôme	20,1	16,0	-4,1	16,6 %	14,2 %	-2,4
Études secondaires terminées	12,2	N.D.	N.D.	10,9 %	7,5 %	-3,4
Études postsecondaires partielles	N.D.	13,5	N.D.	12,5 %	7,7 %	-4,8
Diplôme d'études postsecondaires[1]	9,3	6,6	-2,7	8,3 %	5,7 %	-2,6
Grade universitaire	N.D.	N.D.	N.D.	5,0 %	4,5 %	-0,5
Total	12,2	8,4	-3,8	10,3 %	7,2 %	-3,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

N. D. : Données non disponibles.

3. Il faut interpréter les données d'enquêtes avec prudence surtout lorsqu'il s'agit d'estimations régionales, alors que la marge d'erreur s'accroît considérablement.

1.4 REVENU PERSONNEL DISPONIBLE

Le revenu personnel disponible par habitant, en termes réels (dollars constants de 2007), est passé de 18 292 $ en 1997 à 22 119 $ en 2007 dans la région de la Mauricie. Cela représente une hausse de 20,9 % entre 1997 et 2007, supérieure à celle de l'ensemble du Québec (+19,8 %)

Tableau 5 – Revenu personnel disponible par habitant (dollars de 2007) et variation en pourcentage, région et ensemble du Québec, 1997-2007

	Mauricie	Ensemble du Québec
1997	18 292	20 410
1998	18 271	20 595
1999	18 774	21 151
2000	19 887	22 059
2001	19 948	22 421
2002	20 309	22 634
2003	20 687	23 173
2004	20 224	23 307
2005	21 218	23 527
2006	21 262	23 760
2007	22 119	24 455
Variation 2007 /1997 (%)	20,9	19,8

Source : Institut de la statistique du Québec, Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO); compilation de la DGARES.

Par ailleurs, le produit intérieur brut (PIB) par habitant[4] s'élevait à 30 231 $ en 2007, soit en deçà de celui de l'ensemble du Québec (36 243 $), et inférieur aussi à celui des régions-ressources (32 862 $). En fait, parmi les 17 régions administratives du Québec, la Mauricie se situait au onzième rang à ce chapitre.

1.5 PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Entre 1998 et 2008, il s'est créé 9 300 emplois en Mauricie, soit une augmentation de 8,7 %. Comparativement au Québec, l'emploi y a progressé beaucoup moins rapidement au cours de cette décennie.

La progression de l'emploi en Mauricie conjuguée à une hausse de la population en âge de travailler moins importante s'est traduite par une augmentation des taux d'emploi et d'activité. Quant au taux de chômage, il s'est replié fortement, passant de 12,2 % en 1998 à 8,4°% en 2008. Malgré tout, il était supérieur à celui de l'ensemble du Québec.

Le ralentissement économique survenu à la fin de 2008 aura toutefois mis un terme à la progression des principaux indicateurs du marché du travail en Mauricie (non illustré). Lorsqu'on compare les six premiers mois de 2009 à ceux de 2008, on constate que le taux de chômage dans la région a augmenté de 8,6 % à 9,5 %, soit une hausse de 0,9 point de pourcentage. Et les taux d'emploi et d'activité sont également en recul dans la région pour la même période.

4. « Par définition, le PIB réel par habitant mesure le volume des biens et services produits en moyenne par habitant durant une année au sein d'un territoire.[...] Il fournit un bon indicateur de la capacité d'une économie de créer des revenus afin que les habitants puissent se procurer les biens et les services désirés, qu'ils soient privés ou publics. Le PIB par habitant tient compte de la consommation de biens et de services rendue possible grâce aux recettes de l'État. En ce sens, il mesure plus adéquatement le niveau de vie que le revenu personnel disponible par habitant, par exemple, qui n'en tient pas compte. » Source : Extraits de la publication *Analyse et conjoncture économiques*, Finances Québec, 11 novembre 2003.

Tableau 6 – Principaux indicateurs du marché du travail pour la Mauricie et le Québec

	Mauricie	Ensemble du Québec
Emploi (000)		
1998	107,4	3 257,5
2003	115,9	3 628,8
2008	116,7	3 881,7
Variation 2008/1998 (%)	8,7	19,2
Taux de chômage		
1998	12,2	10,3
2003	10,4	9,1
2008	8,4	7,2
Variation 2008/1998 (pts %)	-3,8	-3,1
Taux d'activité		
1998	57,3	62,5
2003	60,7	66,0
2008	58,4	65,7
Variation 2008/1998 (pts %)	1,1	3,2
Taux d'emploi		
1998	50,4	56,1
2003	54,4	60,0
2008	53,5	60,9
Variation 2008/1998 (pts %)	3,1	4,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Situation selon le sexe

La situation des femmes sur le marché du travail s'est dégradée de manière plus marquée, comparativement à celle des hommes. En effet, l'effectif féminin a diminué de 2 500 personnes, soit une perte de 4,5 %. Alors que tous les emplois supprimés étaient des emplois à temps plein (un repli de 7,2 % à cet égard), 200 postes de travail, soit un gain de 1,2 %, ont tout de même été créés. La diminution de l'effectif féminin en emploi a porté le nombre de femmes en chômage de 3 300 à 5 000, haussant ainsi le ratio de la main-d'œuvre féminine sans emploi de 5,6 % à 8,6 % en douze mois.

On recensait 800 hommes de moins en emploi au premier trimestre de 2009 par rapport à celui de 2008, leur nombre se chiffrant à 59 000 en mars 2009. Il s'agit d'une baisse de 1,3 %. Le recul est encore plus marqué pour le personnel à temps plein, soit 4,1 %, étant donné que l'effectif à temps partiel a progressé de 6 200 à 7 700 hommes. Comme il y a 1 000 hommes de moins dans la population active, le déclin de l'emploi chez les hommes n'a pas d'impact négatif sur le taux de chômage de ce groupe; il était au contraire à 10,2 % au premier trimestre de 2009, en baisse de 0,4 point comparativement à la même période en 2008.

Situation selon le groupe d'âge

Le taux d'emploi des moins de 30 ans est passé de 64,9 % dans les trois premiers mois de 2008 à 61,2 % un an plus tard. Ce recul de 3,7 points est principalement attribuable à un repli du nombre de jeunes au travail, soit de 30 000 à 27 600 en un an; cela correspond à une diminution de 8 %. Seul l'effectif à temps plein a subi une perte de 20,7 %, soit 18 400 à 14 600 postes. Les emplois à temps partiel ont en revanche fait un bond de 13 %, passant de 11 500 à 13 000. Notons que la contre-performance des 15 à 29 ans au chapitre de l'emploi n'a eu qu'un impact limité sur la situation du chômage de cette catégorie d'âge, le nombre de sans-emploi reculant de 100, tandis que le taux de chômage s'est accru de 9,6 % à 10,1 % au cours de la période analysée. L'explication réside dans une baisse de la participation au marché du travail, soit un repli de la population active de 7,5 % et un taux d'activité réduit de 71,9 % à 68,1 %.

Situation étonnante : en comparant les indicateurs des trois premiers mois de 2009 à la période identique en 2008, on constate que les conditions du marché du travail dans la région se sont améliorées pour les 30 à 44 ans. Ainsi, les données de Statistique Canada font état d'un bond de 5 500 personnes au travail, soit une progression de 16,5 %; cela se traduit par une baisse de 35 % du nombre de chômeurs et chômeuses (soit 1 300 personnes), et par un taux de chômage en décroissance de 10 % à 5,8 %.

C'est la tendance inverse qui prévaut pour les 45 ans et plus. En effet, le nombre d'emplois dans ce groupe d'âge a diminué de 6 500 au premier trimestre de 2009 comparativement à celui de 2008, équivalant à un repli de 12,5 %. Les postes à temps plein constituaient la majorité des pertes, soit 4 900 sur 6 500, ou 75,4 % du total. L'effectif à temps partiel a aussi perdu des postes de travail, ce qui représente 1600 personnes de moins. La conjoncture actuelle de l'emploi a entraîné une hausse subite du taux de chômage, qui a pratiquement doublé (de 6,1 % à 12 %) en un an.

Situation selon les secteurs d'activité

Un tour d'horizon des principaux secteurs d'activité fait ressortir quelques points importants. D'abord, le secteur manufacturier compte un effectif amoindri avec à peine 18 000 personnes au travail, ses principales composantes étant toujours en difficulté, à savoir le papier, la première transformation des métaux, le bois et le meuble. L'activité primaire est aussi en recul, le nombre d'emplois s'y chiffrant à 1 900 au premier trimestre de 2009, contre 2 500 douze mois auparavant.

Le bâtiment conserve un niveau d'activité élevé, du moins si l'on se réfère à l'estimation sectorielle de Statistique Canada. En effet, l'effectif en emploi atteignait 7 500 au cours des trois premiers mois de 2009, soit 100 de moins qu'un an auparavant. Le repli est de 1,3 %.

La contraction se révèle encore plus marquée dans le secteur tertiaire, soit 4,3 %. En effet, le nombre de personnes au travail y est passé de 87 400 au début de 2008 à 83 600 au premier trimestre de 2009, soit 3800 emplois de moins.

1.6 Clientèles particulières

Les jeunes

En 2006, les jeunes de moins de 30 ans représentent 23,4 % de la population régionale en emploi. Cette proportion est semblable à celle observée en 2001. Le taux d'emploi des jeunes est passé de 53,3 % à 59,1 %, soit une augmentation de six points de pourcentage. En 2006, le taux de chômage des jeunes (12,3 %) s'avère encore supérieur aux taux de la région (8,1 %) et du Québec (7 %). Beaucoup de jeunes travaillent à temps partiel (33,5 %). Ce type d'emploi permet à un bon nombre d'entre eux de poursuivre leurs études.

L'attitude et les attentes de certains jeunes à l'égard du travail sont très différentes de celles des générations précédentes. Ils sont plus nombreux à travailler pendant leurs études, ils consomment beaucoup plus et s'endettent davantage. Pour d'autres, le parcours scolaire est entrecoupé de congés sabbatiques et ils se lancent tardivement dans une carrière. On observe en région une baisse généralisée des inscriptions aux cours de formation professionnelle et technique. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait qu'il y a moins de jeunes et que certains d'entre eux se désintéressent de ce type de formation.

Les personnes immigrantes

Selon une étude du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), 1 761 personnes immigrantes se sont établies de façon permanente en Mauricie depuis 1997. Ce résultat est le fruit d'efforts conjugués de cinq tables locales et d'une table régionale couvrant près de 80 % du territoire, et ce, grâce à la création d'un réseau de services d'accueil aux nouveaux arrivants (SANA) unique au Québec.

Entre 2001 et 2006, le nombre de personnes immigrantes a progressé de 24,8 % dans la région comparativement à 20,5 % au Québec. Et selon les données du recensement de 2006, le taux d'emploi de celles qui ont 15 ans et plus se situe à 50,5 % (54,5 % au Québec) tandis que le taux de chômage est de 12,9 % (11,1 % au Québec).

Depuis 2002, le solde migratoire des personnes immigrantes s'est constamment amélioré pour terminer sur une valeur positive en 2005-2006. En effet, les données indiquent un gain net de 474 personnes immigrantes pour ladite année, ce qui représente une augmentation de plus de 1 000 résidents immigrants depuis 2002. Il est à noter que la Mauricie est actuellement au deuxième rang pour ce qui est du taux de rétention des personnes immigrantes au Québec.

Les personnes handicapées

Selon les données provinciales de l'*Enquête sur la participation et les limitations d'activités 2001*, il existe un écart important entre la présence des personnes handicapées sur le marché du travail (taux d'emploi : 34,8°%) et celle des personnes sans incapacité (taux d'emploi : 70,2°%). . Les premières constituent donc une main-d'œuvre défavorisée sur le plan de la formation et de l'emploi.

Les personnes handicapées doivent composer avec une méconnaissance de leurs capacités et de leur potentiel tant de la part des employeurs que de la population. Pour accroître leur présence active sur le marché du travail, il est essentiel de mettre l'accent sur le développement des compétences des personnes avec incapacités, sur le soutien et l'accompagnement ainsi que sur la sensibilisation et la promotion auprès des employeurs et de la population.

Les autochtones

Les autochtones de la Mauricie sont surtout regroupés sur le territoire du Haut-Saint-Maurice, particulièrement dans deux communautés attikameks : Wemotaci et Obedjiwan. Une minorité d'entre eux, soit environ 700 personnes (recensement 2006), habitent toutefois à l'extérieur de ces communautés, principalement à La Tuque. Les autochtones sont aux prises avec d'importants problèmes tels que l'isolement, la sous-scolarisation et le décrochage scolaire. Ces problèmes sont nettement plus difficiles à résoudre pour ceux et celles qui vivent dans les communautés (environ 2 800 habitants), les ressources d'aide y étant plus limitées.

1.7 Structure industrielle[5]

La structure industrielle par emploi d'une région reflète ses activités, ses créneaux d'excellence (fabrication, services moteurs, etc.), ses forces et ses défis.

En Mauricie, de 1998 à 2008 inclusivement, on a remarqué une certaine évolution, un « transfert » d'emplois du primaire et de l'activité manufacturière vers la construction et la grande activité des services. Dans le tertiaire, les services à la consommation ont accru leurs effectifs de façon significative, mais l'activité gouvernementale n'est pas en reste. Les services reliés à la production ont contribué plus modestement à cette évolution.

Ainsi, les données révèlent que 3 300 emplois se sont ajoutés dans les services à la consommation comparativement à 1 600 dans les services de production et à 5 600 dans les services gouvernementaux. Parallèlement, on recensait 2 600 postes supplémentaires dans le bâtiment, mais 2 200 de moins dans la fabrication. Par contre, 2 300 emplois ont été perdus dans les principales composantes du primaire en Mauricie, soit l'agriculture et la forêt. La migration d'emplois et les nouveaux postes ont profité à trois activités : la construction, le tertiaire (production), de même que les services gouvernementaux, surtout en raison des besoins de main-d'œuvre dans la santé et les services sociaux.

En 2007, dans la région de la Mauricie, la proportion des emplois du secteur secondaire (voir définitions au bas du tableau 7) est de 24,6 % contre 19,2 % dans l'ensemble du Québec. Cette différence est attribuable, entre autres, au secteur de la fabrication et plus particulièrement à la transformation des ressources naturelles.

Par ailleurs, le secteur tertiaire occupe une part un peu moins élevée des emplois dans la Mauricie que dans l'ensemble du Québec, en raison de la plus faible proportion d'emplois dans les secteurs touchant les services moteurs (services financiers, commerce de gros, services professionnels, etc.). À l'inverse, les services aux ménages et les services publics sont plus présents dans la région que dans l'ensemble du Québec.

5. Cette section est tirée du « Portrait socio-économique des régions du Québec » produit par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Voir à cette adresse : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2547.

Tableau 7 – Structure industrielle selon l'emploi, 2007

	Mauricie		Ensemble du Québec		Part
	En k	En %	En k	En %	R/Q en %
Secteur primaire	2,8	2,4	101,1	2,6	2,8
Secteur secondaire	28,7	24,6	738,7	19,2	3,9
Fabrication[1]	21,8	18,7	543,2	14,1	4,0
Transformation des ressources naturelles	9,6	8,2	109,8	2,9	8,7
Fabrication de produits de consommation	8,0	6,8	233,4	6,1	3,4
Fabrication complexe	4,2	3,6	200,1	5,2	2,1
Construction	7,0	6,0	195,5	5,1	3,6
Secteur tertiaire[2]	85,3	73,0	3 011,9	78,2	2,8
Services aux ménages	36,1	30,9	1 074,7	27,9	3,4
Services publics	32,6	27,9	966,6	25,1	3,4
Services moteurs	16,6	14,2	970,6	25,2	1,7
Total	**116,8**	**100,0**	**3 851,7**	**100,0**	**3,0**

Source : Statistique Canada.

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1. La transformation des ressources naturelles regroupe le bois, le papier, les produits minéraux non métalliques et la transformation des métaux. La fabrication de produits de consommation comprend les aliments, les boissons et le tabac, les textiles, les produits textiles, les vêtements, le cuir, le caoutchouc et le plastique, les produits métalliques et les meubles. La fabrication complexe inclut l'impression, le pétrole et le charbon, les produits chimiques, les machines, les produits informatiques et électroniques, le matériel et les appareils électriques, le matériel de transport et les activités diverses.
2. Les services aux ménages regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les services publics comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, les administrations publiques, ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les services moteurs incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

CHAPITRE 2 – INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ

2.1 FAIBLE REVENU

Le taux de faible revenu de la région de la Mauricie, mesuré pour les personnes à l'aide de la MFR[6], a diminué de 1,1 point de pourcentage entre 1997 et 2007, contre 1,0 point de pourcentage dans l'ensemble du Québec. La région a toutefois perdu deux rangs entre 1997 et 2007, passant ainsi du 13ème au 15ème rang des régions administratives (tableau 8).

6. D'après la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada, une unité familiale est considérée comme étant à faible revenu si son revenu est inférieur à la moitié de la médiane des revenus de l'ensemble de la population ajustée selon la taille et la composition des unités familiales. La mesure de faible revenu peut être calculée avant impôt (MFR-AVI) et après impôt (MFR-API). C'est la mesure de faible revenu après impôt (MFR-API) qui est utilisée dans ce document.

Tableau 8 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, Mauricie et ensemble du Québec, 1997-2007

	Mauricie	Ensemble du Québec
1997	14,6	13,7
1998	13,2	12,2
1999	13,1	12,4
2000	13,6	12,9
2001	13,2	12,2
2002	13,5	12,6
2003	13,5	12,7
2004	13,8	12,7
2005	13,2	12,1
2006	12,9	12,1
2007	13,5	12,7
Variation 2007-1997	-1,1	-1,0
Rang[1] en 1997	13	
Rang[1] en 2007	15	
Différence de rang[1] 1997-2007	-2	

Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

1. 1er rang : taux le moins élevé; 17e rang : taux le plus élevé.

2.2 Autres indicateurs relatifs à la pauvreté

Pour l'année d'observation la plus récente, la région de la Mauricie se situait au-dessus de la moyenne québécoise pour les indicateurs économiques, soit une moins bonne performance que dans l'ensemble : 15e rang sur 17 pour le faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), 12e rang sur 16 pour le taux de chômage, 16e rang sur 17 pour le taux global d'assistance sociale et 15e rang sur 17 pour le rapport de dépendance économique. La population y est moins scolarisée que dans l'ensemble (7e rang pour les deux indicateurs). L'espérance de vie est légèrement au-dessous de la moyenne (9e rang) et la mortalité globale, légèrement au-dessus de la moyenne (9e rang) [tableau 9].

Tableau 9 – Indicateurs relatifs à la pauvreté, année la plus récente, région et ensemble du Québec

	Mauricie	Ensemble du Québec
Rapport de dépendance économique (2006)[3]	29,85 $	20,88 $
Rang[1]	15	
Proportion de la population de 25 à 64 ans avec diplôme d'études secondaires ou moins (2006)[4]	40,1	38,0
Rang[1]	7	
Proportion de la population de 25 à 64 ans sans aucun grade, certificat ou diplôme (2006)[4]	18,4	17,0
Rang[1]	7	
Espérance de vie à la naissance (2005)[5]	79,3	79,7
Rang[2]	9	
Mortalité globale, taux annuel moyen ajusté sur 5 ans pour 100 000 personnes (2005)[5]	731,2	710,7
Rang[1]	9	

1. 1er rang : montant ou taux le moins élevé; 16e rang (ou 17e) : montant ou taux le plus élevé.
2. 1er rang : nombre le plus élevé; 16e rang (ou 17e) : nombre le moins élevé.
3. Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 $ de revenu d'emploi dans une région. Source : Statistique Canada, *Profils de dépendance économique* (13C0017); compilations de l'ISQ.
4. Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*.
5. Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont exclus de la région Nord-du-Québec.

2.3 ÉVOLUTION DE LA CLIENTÈLE PRESTATAIRE DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE SOCIALE

Au sujet de la clientèle prestataire de l'assistance sociale, le tableau suivant présente l'évolution du nombre de ménages et celle du nombre et des taux d'assistance sociale des adultes, des enfants et des prestataires (adultes et enfants) [tableau et graphique]. En Mauricie, le taux d'assistance sociale, adultes et enfants, s'élevait à 10,4 % en mars 2009, en baisse depuis au moins 2000, alors qu'il était de 13 %. Dans l'ensemble du Québec, ce taux s'élevait à 7,4 %, en baisse depuis au moins 2000, alors qu'il était de 9,7 %.

Dans la région, les taux d'assistance sociale des enfants et des adultes sont nettement supérieurs à ceux de l'ensemble du Québec, mais ils sont tous deux en baisse depuis 2000. On observe également au cours de cette période un retournement de situation : le taux d'assistance des adultes y a dépassé celui des enfants. Le taux d'assistance sociale (0-64 ans) de la région a diminué de 2,6 points de pourcentage entre mars 2000 et mars 2009, contre 2,2 points de pourcentage dans l'ensemble du Québec (tableau 10 et graphique 2).

Tableau 10 – Évolution du nombre de ménages et des nombres et taux d'adultes, d'enfants et du total des programmes d'assistance sociale, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009

	Mauricie			Ensemble du Québec		
	Mars 2000	Mars 2009	Variation 2009 -2000 (pts %)	Mars 2000	Mars 2009	Variation 2009 -2000 (pts %)
Nombre de ménages distincts	19 068	16 327		391 863	340 730	
Nombre d'adultes distincts	21 633	17 851		444 735	377 293	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	*12,9*	*10,6*	*-2,2*	*9,2*	*7,4*	*-1,8*
Nombre d'enfants	7 023	4 391		174 161	114 436	
Taux d'assistance sociale (0-17 ans)	*13,6*	*9,7*	*-3,9*	*10,9*	*7,5*	*-3,5*
Total distinct	28 656	22 242		618 896	491 729	
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	*13,0*	*10,4*	*-2,6*	*9,7*	*7,4*	*-2,2*

Source : MESS, fichiers administratifs, juillet 2009.

Chez les adultes prestataires, le taux d'assistance sociale selon le sexe dans la région de la Mauricie ne montre pas de très grandes différences, mais on observe de 2000 à 2009 le même retournement de situation que celui observé dans l'ensemble du Québec. Le taux des hommes prestataires, légèrement inférieur à celui des femmes prestataires en début de période (12,3 % contre 13,5 %), est devenu légèrement supérieur en fin de période (10,8 % contre 10,4 %). Le taux d'assistance sociale des personnes de 18 à 64 ans a diminué de 2,2 points de pourcentage de 2000 à 2009, comparativement à une diminution de 1,8 point de pourcentage pour l'ensemble du Québec (tableau 11 et graphique 3).

Tableau 11 – Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le sexe et le programme, population de 18 à 64 ans, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009

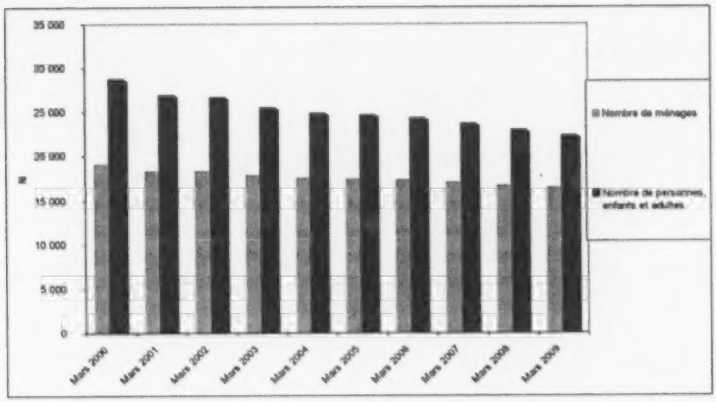
		Mauricie			Ensemble du Québec		
		Mars 2000	Mars 2009[2, 3]	Variation 2009 -2000 (pts %)	Mars 2000	Mars 2009[2, 3]	Variation 2009 -2000 (pts %)
Hommes		**10 377**	**9 168**		**216 100**	**195 676**	
Hommes de 18 à 64 ans		84 608	85 110		2 418 832	2 561 791	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)[1, 2]		*12,3*	*10,8*	*-1,5*	*8,9*	*7,6*	*-1,3*
Femmes		**11 256**	**8 683**		**228 635**	**181 617**	
Femmes de 18 à 64 ans		83 670	83 199		2 395 604	2 520 662	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)[1, 2]		*13,5*	*10,4*	*-3,0*	*9,5*	*7,2*	*-2,3*
Total		**21 633**	**17 851**		**444 735**	**377 293**	
Population totale de 18 à 64 ans		168 278	168 309		4 814 436	5 082 453	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)[1, 2]		*12,9*	*10,6*	*-2,2*	*9,2*	*7,4*	*-1,8*
	Aide sociale						
	Sans contraintes	10 032	6 343		205 192	143 268	
	Contraintes temporaires	4 964	4 365		106 845	88 463	
	Total Aide sociale	14 996	10 708		312 037	231 731	
Total	Solidarité sociale						
	Contraintes sévères	5 951	6 256		120 967	131 353	
	Conjoints de CSE	686	488		11 731	8 762	
	Total Solidarité sociale	6 637	6 744		132 698	140 115	
	Alternative jeunesse avec allocation	S. O.	454		S. O.	6 414	

Source : MESS, DGARES, DSSE, juillet 2009.

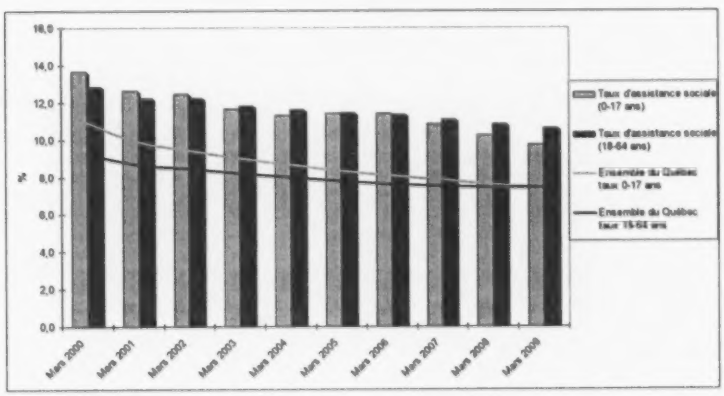
S. O. = sans objet.

1. Proportion de prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours dans l'ensemble de la population du Québec âgée de 18 à 64 ans. Pour mars 2009, les données de population utilisées pour calculer les taux d'assistance sociale sont des données estimées et fournies par l'Institut de la statistique du Québec.
2. Avant avril 2007, le taux d'assistance sociale était calculé en fonction des seuls prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours (Aide sociale et Solidarité sociale). Toutefois à partir d'avril 2007, ce taux tient aussi compte des participants et participantes à Alternative jeunesse qui reçoivent une allocation jeunesse. Il s'agit donc d'un taux d'assistance en fonction des 3 programmes d'assistance sociale. Les participants à Alternative jeunesse qui, pour une même période, ont aussi reçu une aide financière de dernier recours, ne sont comptés qu'une seule fois.
3. Le total inclut également les participants et participantes à Alternative jeunesse qui reçoivent une allocation jeunesse. Celui ou celle qui reçoit une aide financière de dernier recours et une allocation jeunesse n'est compté qu'une seule fois.

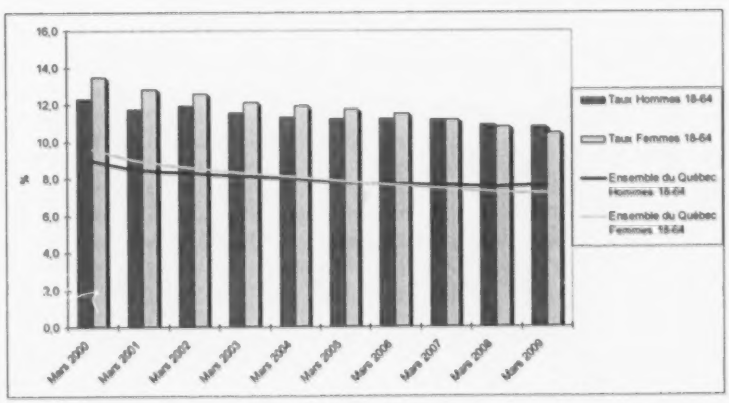
Graphique 1 – Évolution du nombre de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, Mauricie, mars 2000 à mars 2009



Graphique 2 – Évolution des taux de personnes, enfants et adultes, prestataires des programmes d'assistance sociale, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009



Graphique 3 – Évolution des taux d'assistance sociale selon le sexe, population de 18 à 64 ans, Mauricie et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009



2.4 LOGEMENT

La Mauricie compte proportionnellement plus de logements sociaux de type HLM et reçoit proportionnellement plus d'aide sous la forme d'Allocation-logement que l'ensemble du Québec.

Tableau 12 – Aide à l'habitation sociale, ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Mauricie et ensemble du Québec

Territoire	HLM[1]		AccèsLogis Québec Logement abordable Québec[2]		Supplément au loyer[1]		Allocation-logement[1]	
	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés /1 000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés /1 000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés /1 000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés /1 000 ménages
Québec	**73 275**	**23,0**	**21 655**	**6,8**	**20 285**	**6,4**	**117 166**	**36,8**
Mauricie	2 965	25,6	586	5,1	401	3,5	5 067	43,8

Source : Données administratives, Société d'habitation du Québec.
1. En 2008.
2. Les statistiques se rapportent aux logements achevés et en voie de l'être au 31 mai 2009.

En Mauricie, le nombre de ménages aidés pour mille ménages, tant pour les travaux de rénovation que d'adaptation, est supérieur à celui de l'ensemble du Québec.

Tableau 13 – Amélioration de l'habitat, ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Mauricie et ensemble du Québec, 2003-2009[1]

Territoire	Rénovation		Adaptation	
	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages
Québec	**68 335**	**21,5**	**8 574**	**2,7**
Mauricie	3 293	28,5	349	3,0

Source : Données administratives, Société d'habitation du Québec.
1. Engagements entre le 1er avril 2003 et le 31 mars 2009.

Globalement, la part du revenu consacrée au logement, tant par les locataires que les propriétaires, se compare à celle de l'ensemble du Québec.

Tableau 14 – Taux d'effort des ménages privés selon le mode d'occupation, 2006
Part du revenu consacrée au logement

Territoire	Moins de 30 %				30 – 50 %				50 % et plus				Total	
	Locataire		Propriétaire		Locataire		Propriétaire		Locataire		Propriétaire		Locataire	Propriétaire
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nombre	
Québec	**810 615**	**64,4**	**1 637 760**	**86,1**	**245 780**	**19,5**	**161 215**	**8,5**	**203 085**	**16,1**	**102 105**	**5,4**	**1 259 480**	**1 901 080**
Mauricie	28 180	63,9	62 915	88,6	9 585	21,7	4 855	6,8	6 315	14,3	3 245	4,6	44 080	71 015

Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*, compilation spéciale pour la Société d'habitation du Québec.

2.5 PROFIL DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE

Il est désormais bien établi que les conditions socio-économiques ont un effet déterminant sur l'état de santé de la population. Pour avoir accès aux données sociosanitaires régionales, nous vous référons à la Direction de santé publique de votre agence de la santé et des services sociaux au site Internet suivant : http://www.agencesss04.qc.ca/sante-publique/direction-de-sante-publique/directeur.html.

RÉFÉRENCES UTILES

BILAN DE LA QUATRIÈME ANNÉE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

EMPLOI-QUÉBEC (2009), *L'emploi au Québec*, volume 25, numéro 6, juin.

FRÉCHET, GUY, PIERRE LANCTÔT ET FRANCIS CRÉPEAU (2005), *Le positionnement de la région et des territoires de Centre local d'emploi (CLE) de la région d'après l'Indice de défavorisation matérielle et sociale, 1996 et 2001, 17 régions*, MESS, DGARES, 21 p.-27 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008), *Bulletin statistique régional, Édition 2008*, 17 régions et CRES de la Montérégie, 30 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008), *Panorama des régions du Québec, Édition 2009*, 17 régions, 138 p.

LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS) (2009), *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, mai 2009*, Québec, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 16 p.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION (MDEIE) (2009), *Portrait socio-économique des régions du Québec*, L'économètre, Édition 2009, 101 p.

PAMPALON, ROBERT et GUY RAYMOND (2003), « Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être », *Santé, société et solidarité*, Les Publications du Québec : 191-208.

PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE 2004-2009

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CANADA (RHDCC) (2008), *Le faible revenu au Canada de 2000 à 2006 selon la mesure du panier de consommation*, Ottawa, Direction générale de la recherche appliquée, 81 p.

STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

Annexes

1.1 Faible revenu selon les régions

Entre 1997 et 2007, la majorité des régions administratives du Québec ont connu une baisse du taux de faible revenu. Pour l'ensemble du Québec, on constate que ce taux[7], calculé sur la base de la Mesure de faible revenu (MFR), est passé de 13,7 % en 1997 à 12,7 % en 2007, soit un recul de 1,0 point de pourcentage. Hormis les régions de Montréal et de l'Estrie, où le taux de faible revenu a augmenté respectivement de 1,1 et 0,3 point de pourcentage au cours de cette période, on remarque que l'ensemble du Québec a enregistré une diminution de ce taux à divers degrés au cours de la même période. Plusieurs éléments peuvent être invoqués pour expliquer la bonne tenue du Québec à cet égard. Notons seulement que le début du nouveau millénaire a été caractérisé par une conjoncture économique favorable et par la mise en œuvre par le Québec de nombreuses mesures visant à soutenir le revenu des personnes en situation de vulnérabilité.

Tableau 15 – Taux de faible revenu selon la mesure de faible revenu (MFR), personnes, régions administratives et ensemble du Québec, 1997-2007

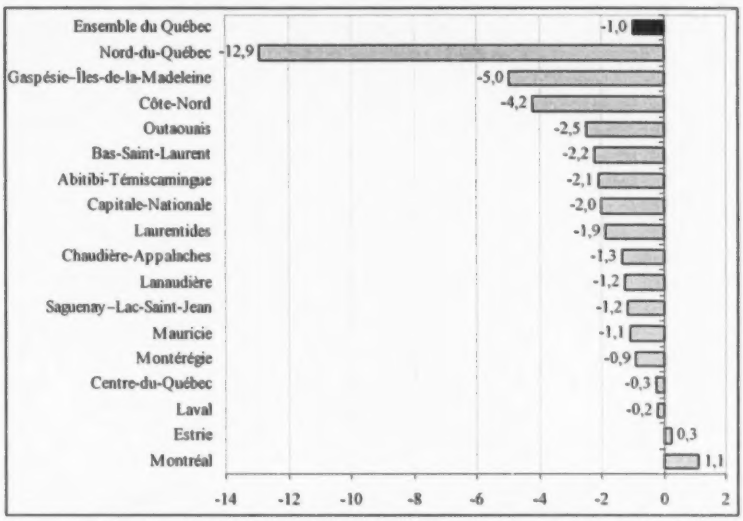
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
						%					
Abitibi-Témiscamingue	13,5	12,3	12,6	13,5	12,4	12,4	12,6	12,3	11,2	11,0	11,4
Bas-Saint-Laurent	12,7	11,1	11,6	12,2	10,5	10,6	10,7	10,6	9,9	10,0	10,5
Capitale-Nationale	11,5	10,4	10,4	10,7	10,0	9,8	9,7	9,8	9,3	9,2	9,5
Centre-du-Québec	11,5	10,0	10,3	10,6	10,2	10,5	10,9	11,0	10,4	10,7	11,2
Chaudière-Appalaches	9,0	7,9	8,0	8,3	7,4	7,6	7,6	7,6	7,2	7,3	7,7
Côte-Nord	16,5	15,4	13,2	13,6	12,1	12,4	11,7	12,2	11,5	11,9	12,4
Estrie	12,1	10,7	11,2	11,8	11,0	11,3	11,6	11,7	11,2	11,5	12,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17,7	15,4	15,2	15,5	13,1	13,2	12,7	12,9	12,3	12,1	12,7
Lanaudière	11,4	10,2	10,4	10,9	10,2	10,4	10,1	10,1	9,3	9,4	10,2
Laurentides	12,2	10,6	10,8	11,2	10,3	10,6	10,3	10,2	9,5	9,5	10,3
Laval	10,5	9,0	9,3	9,6	9,2	9,5	9,7	9,9	9,4	9,6	10,3
Mauricie	14,6	13,2	13,1	13,6	13,2	13,5	13,5	13,8	13,2	12,9	13,5
Montérégie	10,9	9,6	9,8	10,2	9,5	9,8	9,9	9,8	9,2	9,2	10,0
Montréal	19,1	17,1	17,9	18,7	18,4	19,4	19,9	20,1	19,3	19,3	20,2
Nord-du-Québec	30,2	29,2	15,7	16,2	14,6	14,4	14,2	14,7	14,2	16,2	17,3
Outaouais	14,2	12,6	13,0	12,8	11,2	11,8	12,0	12,0	11,4	11,4	11,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11,3	10,2	10,1	10,9	10,4	10,7	10,8	10,6	10,1	9,8	10,1
Ensemble du Québec	**13,7**	**12,2**	**12,4**	**12,9**	**12,2**	**12,6**	**12,7**	**12,7**	**12,1**	**12,1**	**12,7**

Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

Parmi les 15 régions où le taux de faible revenu a diminué, seulement la Montérégie, le Centre-du-Québec et Laval ont connu une amélioration inférieure à celle de la province. Mentionnons que les régions du Nord-du-Québec, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord ont mieux réussi que les autres, le taux de faible revenu y a diminué de plus de 4 points de pourcentage.

7. Les taux de faible revenu présentés ici font référence aux personnes.

Graphique 4 – Variation du taux de faible revenu des personnes selon la Mesure de faible revenu (MFR) par région administrative entre 1997 et 2007 (point de pourcentage)



Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

1.2 Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté régionale

Le Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté (voir tableau 16) réunit les données les plus récentes de quelques indicateurs, dans les sphères de l'économie, de l'éducation, de la santé et du bien-être et de la défavorisation.

- D'après ces mesures, 12,7 % des personnes au Québec avaient un faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR) en 2007. Le meilleur rang est celui de la région des Chaudière-Appalaches et le dernier, celui de Montréal.
- Le taux de chômage des mois d'avril à juin 2009 était de 8,5 %. Le meilleur rang est celui de la Capitale-Nationale et le dernier, celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Le taux d'assistance sociale de mai 2009 était de 7,4 % de la population de 0 à 64 ans. Le meilleur rang est celui du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik et le dernier, celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Le rapport de dépendance économique moyen du Québec était de 20,88 $ en 2006. Le meilleur rang est celui de l'Outaouais et le dernier, celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Les indicateurs de sous-scolarisation révèlent que 38 % de la population de 25 à 64 ans au Québec en 2006 possèdent un diplôme d'études secondaires ou une scolarité moindre et 17 % ne possèdent aucun grade, certificat ou diplôme. Le meilleur rang pour les deux indicateurs est celui de la Capitale-Nationale et le dernier, celui du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik.
- L'espérance de vie à la naissance est la plus élevée à Laval et la moins élevée en Abitibi-Témiscamingue. Quant à la mortalité globale, elle est la moins élevée à Laval et la plus élevée en Abitibi-Témiscamingue.
- L'Indice de défavorisation matérielle et sociale de 2006 permet d'observer que près de trois personnes sur quatre partagent les caractéristiques du quintile le plus défavorisé **matériellement** de l'ensemble du Québec dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; c'est aussi le cas pour 60 % de la population du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik et pour plus de 42 % de la population du Bas-Saint-Laurent. Dans l'Île-de-Montréal, le tiers de la population partage les caractéristiques du quintile le plus défavorisé **socialement** de l'ensemble du Québec; c'est le cas aussi pour 26 % de la population de la région de la Capitale-Nationale, une caractéristique manifestement plus urbaine que rurale.

En ce qui concerne la défavorisation matérielle (indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen) et sociale (indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social sur la base des taux observables de personnes séparées, veuves ou divorcées, de familles monoparentales ou de personnes seules), la mesure permet de simuler ce qu'il en serait dans la région si les seuils de référence de la population de l'ensemble du Québec répartie en quintiles (20 %) s'appliquaient dans la région.

À propos de l'interprétation de cet indice, il importe de noter qu'un taux par exemple de 30 % de personnes vivant dans un territoire défavorisé est différent d'un taux de personnes défavorisées. Cela signifie que la moyenne des caractéristiques des personnes les ferait correspondre au quintile (20 %) le plus défavorisé de l'ensemble du Québec, ou si l'on préfère, que 30 % des personnes de la région partagent les caractéristiques du quintile le plus défavorisé de l'ensemble du Québec; de la même façon, un taux de 5 % de personnes vivant dans un territoire favorisé est différent d'un taux de personnes favorisées. Cela signifie que la moyenne des caractéristiques des personnes les ferait correspondre au quintile le plus favorisé de l'ensemble du Québec, ou si l'on préfère, que 5 % de la population de la région partage les caractéristiques du quintile le plus favorisé de l'ensemble du Québec. Il peut y avoir des personnes favorisées dans un territoire défavorisé et à l'inverse, des personnes défavorisées dans un territoire favorisé, étant donné que l'unité d'observation est l'aire de diffusion de 400 à 700 personnes.

Tableau 16 – Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté, comparaisons interrégionales, année la plus récente, Québec

	Bas-Saint-Laurent	Saguenay - Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec
TAUX DE FAIBLE REVENU D'APRÈS LA MESURE DE FAIBLE REVENU (MFR)																		
Taux de faible revenu (personnes)	10,5	10,1	9,5	13,5	12,4	20,2	11,7	11,4	12,4	17,3	12,7	7,7	10,3	10,2	10,3	10,0	11,2	12,7
Rang [3]	*8*	*4*	*2*	*15*	*13*	*17*	*11*	*10*	*12*	*16*	*14*	*1*	*6*	*5*	*7*	*3*	*9*	
TAUX DE CHÔMAGE (AVRIL-JUIN 2009) [1]																		
									Côte-Nord, NdQc & ARK									
Taux de chômage – estimations régionales non désaisonnalisées	8,8	10,4	4,9	9,5	8,3	11,9	6,3	10,3	8,2		16,9	5,3	8,2	7,2	6,8	7,6	7,2	8,5
Rang [3]	*10*	*14*	*1*	*12*	*9*	*15*	*5*	*13*	*11*		*16*	*2*	*8*	*5*	*4*	*7*	*5*	
TAUX D'ASSISTANCE SOCIALE (MAI 2009) [2]																		
									Côte-Nord	NdQc & ARK								
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	8,0	7,6	5,6	10,5	8,4	10,2	6,5	7,2	5,6	4,4	10,8	4,8	4,6	5,8	5,6	5,5	7,9	7,4
Rang [3]	*13*	*11*	*3*	*16*	*14*	*15*	*9*	*10*	*5*	*1*	*17*	*3*	*2*	*8*	*5*	*4*	*12*	
Taux d'assistance sociale (0-17 ans)	5,5	5,6	4,3	9,7	7,8	14,7	6,6	5,3	4,3	4,1	9,4	3,1	4,9	5,3	4,5	5,1	6,8	7,5
Rang [3]	*10*	*11*	*3*	*16*	*14*	*17*	*12*	*8*	*3*	*2*	*15*	*1*	*6*	*8*	*5*	*7*	*13*	
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	7,5	7,1	5,3	10,4	8,2	11,2	6,5	6,8	5,3	4,3	10,5	4,4	4,7	5,7	5,3	5,4	7,6	7,4
Rang [3]	*12*	*11*	*4*	*15*	*14*	*17*	*9*	*10*	*4*	*1*	*16*	*2*	*3*	*8*	*4*	*7*	*13*	
INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ																		
Rapport de dépendance économique (2006) [3]	33,22 $	25,83 $	19,32 $	29,85 $	25,61 $	20,70 $	16,93 $	25,97 $	22,10 $	23,41 $	52,79 $	21,91 $	17,83 $	20,37 $	18,94 $	17,35 $	27,29 $	20,88 $
Rang [4]	*16*	*12*	*5*	*15*	*11*	*7*	*1*	*15*	*9*	*10*	*17*	*8*	*3*	*6*	*4*	*2*	*14*	
Proportion de la population de 25 à 64 ans avec diplôme d'études	41,5	36,1	52,3	40,1	40,4	52,8	40,0	46,4	46,7	52,8	49,0	40,3	56,6	44,5	40,7	39,5	43,8	58,0
Rang [5]	*11*	*3*	*1*	*7*	*9*	*2*	*6*	*14*	*13*	*17*	*16*	*5*	*4*	*15*	*10*	*5*	*12*	
Proportion de la population de 25 à 64 ans sans aucun grade, certificat	21,8	17,3	11,4	18,4	19,6	13,7	18,4	26,8	25,8	38,0	29,5	19,4	14,0	20,2	18,1	17,0	22,4	17,0
Rang [6]	*12*	*5*	*1*	*7*	*10*	*2*	*8*	*15*	*14*	*17*	*16*	*9*	*3*	*11*	*6*	*4*	*13*	
Locataires qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu pour le	30,5	33,3	33,5	35,8	35,3	38,5	35,7	31,1	26,2	8,9	28,3	26,5	36,5	34,5	34,6	32,6	30,6	35,2
Rang [4]	*5*	*9*	*10*	*15*	*13*	*17*	*14*	*7*	*2*	*1*	*4*	*3*	*16*	*11*	*12*	*8*	*6*	
Espérance de vie à la naissance (2005) [10]	79,9	78,7	80,2	79,3	80,0	80,1	78,7	78,1	78,7	78,6	79,4	80,4	81,0	78,9	79,0	79,8	79,3	79,7
Rang [9]	*6*	*15*	*3*	*9*	*5*	*4*	*13*	*17*	*13*	*16*	*8*	*2*	*1*	*12*	*11*	*7*	*9*	
Mortalité globale, taux annuel moyen ajusté pour 5 ans pour 100 000	697,1	737,6	687,6	731,2	696,2	703,0	750,8	786,9	736,5	678,7	735,6	669,9	635,8	747,5	758,6	716,1	731,2	710,7
Rang [4]	*6*	*13*	*4*	*9*	*5*	*7*	*15*	*17*	*12*	*3*	*11*	*2*	*1*	*14*	*16*	*8*	*9*	
INDICE DE DÉFAVORISATION[8], DIMENSIONS MATÉRIELLE ET SOCIALE (2006)																		
Dimension matérielle [6]																		
1er quintile (supérieur)	5,1	6,0	32,6	10,4	13,2	25,9	27,2	3,2	7,2	5,4	0,0	13,3	23,4	11,2	18,2	23,8	4,9	20,0
2e quintile	10,2	16,8	24,8	14,4	19,1	17,9	18,7	10,3	17,9	5,7	2,7	19,3	32,8	21,9	22,0	23,4	13,3	20,0
3e quintile	17,9	20,6	18,5	20,6	22,2	17,4	18,5	20,2	17,2	8,6	4,9	23,5	22,0	20,8	24,5	22,0	22,7	20,0
4e quintile	24,4	26,9	15,4	25,0	23,6	18,3	15,3	26,7	21,2	19,5	18,6	22,0	13,9	21,6	20,8	19,7	32,6	20,0
5e quintile (inférieur)	42,4	29,7	8,7	29,6	21,9	20,6	20,4	39,6	36,4	60,8	73,8	21,9	7,9	24,5	14,5	11,0	26,6	20,0
Dimension sociale [7]																		
1er quintile (supérieur)	29,6	24,6	17,4	15,2	15,9	12,1	16,9	25,7	34,5	58,1	31,1	30,5	28,1	20,1	18,2	23,1	24,5	20,0
2e quintile	26,4	24,9	20,0	19,3	23,5	10,5	23,0	25,2	22,4	24,9	30,4	26,8	19,1	29,8	21,5	21,6	24,2	20,0
3e quintile	21,9	21,7	17,7	24,5	20,4	15,3	22,5	20,8	22,1	5,7	29,5	20,8	16,9	24,6	25,1	21,7	22,1	20,0
4e quintile	13,8	17,7	19,0	18,1	18,2	28,6	17,1	14,5	14,9	7,2	8,1	13,8	20,3	15,3	21,5	17,1	14,5	20,0
5e quintile (inférieur)	8,4	11,1	26,0	22,9	22,0	33,5	20,5	13,8	6,1	4,1	0,9	8,1	15,5	10,2	13,6	16,4	14,8	20,0

Notes du tableau précédent

[1] Le taux de chômage correspond à la moyenne des estimations non désaisonnalisées des mois d'avril, mai et juin 2009. Source : Emploi-Québec, *L'emploi au Québec*, volume 25, numéro 6, juin 2009.

[2] MESS, Fichiers administratifs.

[3] Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 $ de revenu d'emploi dans une région. Source : Statistique Canada, *Profils de dépendance économique* (13C0017); compilations de l'ISQ.

[4] Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*.

[5] Cette mesure permet de simuler ce qu'il en serait dans la région si les seuils de référence de la population de l'ensemble du Québec répartie en quintiles (20 %) s'appliquaient dans la région. Le taux indique le pourcentage de la population vivant dans des aires de diffusion (unités de 400 à 700 personnes) où la moyenne des indicateurs la situe sous le seuil correspondant au quintile pour l'ensemble du Québec. Sources : Pampalon, R., et G. Raymond, Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être, *Santé, société et solidarité*, Les Publications du Québec, 2003; Statistique Canada, *Recensement 2006*.

[6] Il s'agit d'un indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen.

[7] Il s'agit d'un indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social en vertu des taux observables de personnes séparées, veuves ou divorcées, de familles monoparentales ou de personnes seules.

[8] 1er rang : montant ou taux le moins élevé; 16e rang (ou 17e) : montant ou taux le plus élevé.

[9] 1er rang : nombre le plus élevé; 16e rang (ou 17e) : nombre le moins élevé.

[10] Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont exclus de la région du Nord-du-Québec.

Emploi et Solidarité sociale Québec